

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 18/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ ORGANIQUE SAS

Campus Arteparc - Immeuble C
595 rue Pierre Berthier- Les Milles CS 50418
13591 Aix en Provence - France

Références : D-00848-2024/LRAR N°1A 214 145 3396 0
Code AIOT : 0006402732

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE SAS implanté ZA Notre Dame des plans RN7 84430 Mondragon. L'inspection a été annoncée le 26/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le jour de la visite, l'exploitant a expliqué à l'inspection le contexte particulier dans lequel se retrouve son site aujourd'hui. Lors de la CSS du 11 septembre 2024, l'exploitant avait annoncé avoir commandé un audit et diagnostic de ses charpentes et toitures. Cet audit a été réalisé et le rapport d'expertise a été rendu le 24 novembre 2024.

Ce rapport pointe le très mauvais état de l'ensemble des charpentes bois du site. En effet, la plupart sont délaminées, et pour les endroits les plus atteints (zone 2) la charpente est dans un état préoccupant de pourriture. Les trois zones du site sont atteintes, sauf le côté sous charpente métallique de la zone de maturation des boues.

Suite à ce rapport d'expertise, l'exploitant a mis à l'arrêt son site. Le jour de l'inspection voici l'état du site constaté :

- il n'y a plus aucun apport ni traitement, l'ensemble de la zone 2 du site a été vidée et est interdite d'accès ;
- dans la zone 3 du site, seuls 6 des 9 tunnels sont remplis de refus, l'ensemble de la zone est interdit d'accès ;
- dans la zone 1 du site (zone de maturation), il ne reste que 1 000 tonnes de compost qui sont évacués progressivement, la zone sous charpente bois est interdite d'accès sauf en chargeur blindé pour évacuer les composts restant.

L'exploitant a expliqué le jour de la visite être encore en cours de consultation pour décider de la suite à donner à ses installations (réparation ou arrêt définitif). La piste étudiée actuellement est la réparation des zones 1 et 3 où les charpentes sont délaminées mais ne sont pas pourries, et la démolition de la zone 2. **La décision devrait être prise d'ici le début d'année 2025, mais l'exploitant n'envisage pas actuellement un redémarrage de ses installations avant la fin d'année 2025.** L'exploitant explique que ses contrats prévoient systématiquement des solutions de secours, ce sont ces solutions qui sont désormais mises en œuvre pour traiter les boues qui étaient traitées à Mondragon. Les exutoires principaux actuellement utilisés sont Sotrec (13), Fertisud (30) et Istres (13).

Dans le cas où la décision serait de réhabiliter ses installations, l'exploitant annonce en inspection qu'il en profitera pour réfléchir à faciliter l'ensemble de son process, notamment la zone de maturation où les andains doivent être espacés les uns des autres.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ORGANIQUE SAS
- ZA Notre Dame des plans RN7 84430 Mondragon
- Code AIOT : 0006402732
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Suez ORGANIQUE exploite une installation de compostage de boues de station d'épuration (urbaines et industrielles). L'installation a été mise en service fin 2006. La capacité nominale de traitement est de 32 000 t/an de boues de STEP, d'une siccité comprise entre 15 et 25 %.

La quantité maximale de production de compost est limitée à 190 t/j.

Les activités de cet établissement qui relèvent du régime de l'autorisation environnementale sous les rubriques n°2780-2-a et n°3532 sont réglementées par l'arrêté du 27 février 2012 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Espacement entre les andains en zone de maturation	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 8.2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
10	Modifications des installations	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article Article 1.5.1 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone de dépotage du sulfate d'ammonium	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.5.7	Sans objet
3	Entretien de la voirie	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.3.1	Sans objet
4	Boue de Nice-Hailiotis (durée)	AP Complémentaire du 07/12/2023, article 3	Sans objet
5	Boue de Nice-Hailiotis (tonnage)	AP Complémentaire du 07/12/2023, article 4	Sans objet
6	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
7	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
8	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce qu'il faut retenir des constats est que l'exploitant a compris l'enjeu des substances PFAS et a procédé à l'ensemble des campagnes d'analyses demandées.

Concernant l'espacement des andains en zone de maturation, l'inspection a fait comprendre à l'exploitant qu'elle sera très vigilante sur ce point quand ses installations redémarreront.

Enfin, il est important de noter que les installations sont aujourd'hui à l'arrêt et qu'un redémarrage n'est à ce jour pas envisagé avant la fin 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone de dépotage du sulfate d'ammonium

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Transport / chargement / déchargement
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. [...]. Ces prescriptions sont notamment applicables aux aires de dépotage d'acide et de carburant.[...] En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières. Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. [...]
Constats : <u>Constat du 28/11/2022 :</u> Le chargement du sulfate d'ammonium s'effectue sur une aire étanche (zone carrelée) qui semble sous dimensionnée. L'exploitant justifiera de la conformité de cette aire étanche et des aménagements prévus pour la récupération des fuites éventuelles dans cette zone de dépotage. Il doit également rédiger une consigne en cas d'accident lors de l'opération de chargement du camion. L'analyse de conformité et la consigne sont à transmettre à l'Inspection sous 1 mois. <u>Constat du 02/12/2024 :</u> Une fiche comprenant les consignes à tenir en cas d'accident lors de l'opération de chargement citerne des sulfates d'ammonium a été transmise à l'inspection par mail le 21/01/2023. Concernant l'étanchéité l'inspection a pu constater en visite que l'ensemble de la partie carrelée de l'aire a été reprise grâce à une résine étanche et de l'enrobé (cf. photo).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Espacement entre les andains en zone de maturation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 8.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité
Prescription contrôlée : L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. [...]
Constats : <u>Constat du 28/11/2022 :</u> Les andains dans le hall de maturation se chevauchent. L'exploitant doit veiller à entreposer les lots de manière séparée conformément à l'article 8.2.4.1 de l'AP du 27/02/2012.

<p>Constat du 05/12/2024 :</p> <p>L'inspection a pu constater en visite que deux des andains présents dans le hall de maturation se chevauchent encore. Seul 3 andains sont présents actuellement dans le hall, le troisième étant éloigné des deux autres.</p> <p>L'exploitant explique que, suite à l'arrêt des apports du fait du rapport alarmant sur l'état de ses charpentes, il reste environ 1000 Tonnes dans le hall de maturation, et que tout devrait être évacué d'ici la fin d'année 2024 ou début janvier 2025 au plus tard.</p> <p>L'inspection explique que, dans le cas où l'activité du site reprendrait, il sera nécessaire de revoir leur organisation afin de respecter la séparation des andains conformément à l'article 8.2.4.1 de l'AP du 27/02/2012.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 15 jours, envoyer des photos à l'inspection pour confirmer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit le hall de maturation a été vidé ; • soit que les andains ont été espacés les uns des autres conformément à l'article 8.2.4.1 de l'AP du 27/02/2012.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Entretien de la voirie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 28/11/2022 :</u></p> <p>La voirie située entre les bâtiments et la zone de stockage des déchets verts est en partie abîmée (fissures et début de nids de poule). L'exploitant a programmé la réfection de cette voirie pour cette fin d'année.</p> <p><u>Constat du 05/12/2024 :</u></p> <p>Les travaux ont été réalisés en mars 2023. L'inspection a pu constater en visite que l'ensemble des zones identifiées en 2022 ont été reprises en enrobés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Boue de Nice-Hailiotis (durée)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2023, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Boue de Nice-Hailiotis (durée)
Prescription contrôlée : La présente dérogation est accordée à compter de la date de notification du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2025 (année d'achèvement des travaux de l'incinérateur). Toutefois, l'exploitant a obligation de vérifier, au troisième trimestre de chaque année, de la nécessité de poursuivre la réception des boues de Nice en s'informant de l'activité de la filière boues en Région PACA. Si la situation nécessite toujours une réception des boues de Nice sur le site pour l'année n+1, l'exploitant doit solliciter la DREAL au moins 3 mois avant la fin de l'année n afin de statuer sur la poursuite de la réception de ces boues.
Constats : En septembre 2024, l'exploitant avait commencé par prévenir l'inspection qu'il souhaitait prolonger la réception des boues de Nice sur l'année 2025. Toutefois, l'exploitant explique lors de la visite d'inspection que, suite à l'expertise de sa charpente, ceci n'est actuellement plus envisagé. Aucun apport n'est donc prévu sur le site en 2025 concernant les boues de Nice. Le gisement annuel total à traiter en compostage pendant l'arrêt de l'UVE de Nice était d'environ 22 000 T/an en 2023. Les 3 000 T/an demandées en 2023 permettaient de soulager la filière globale de la région en prenant en charge une petite partie du gisement globale de ce producteur sur le site de Mondragon qui était en capacité de les recevoir. Fin 2023, le site de Mondragon a été autorisé à réceptionner une partie de ce gisement pour une mise en œuvre dès le début 2024. Toutefois, il n'a reçu qu'environ 10 % du gisement des boues de Nice en 2024 (1 793 T), le reste de ces boues ayant continué à être régulièrement et majoritairement orientés vers d'autres sites. Suivant les informations dont dispose l'exploitant aujourd'hui, le gisement global à traiter en 2025 des boues de Nice est estimé à 13 000 Tonnes. De plus le redémarrage de l'UVE de Nice courant 2025 pourrait conduire à une réduction significative de ce gisement. L'impact de l'arrêt de l'accueil des boues de Nice à Mondragon devrait donc être marginal.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Boue de Nice-Hailiotis (tonnage)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2023, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Boue de Nice-Hailiotis (tonnage)
Prescription contrôlée : Le tonnage des boues urbaines en provenance de la station d'épuration de Nice-Hailiotis admis sur l'installation est limité à 3 000 tonnes par an jusqu'au 31 décembre 2025. La quantité de boues de station d'épuration accueillies et traitées sur le site est limitée à 32 000 t/an conformément à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2012 susvisé.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater lors de sa visite que, dans les relevés de l'exploitant, il y a eu un total de 1 793 tonnes de boues réceptionnées en provenance de la station d'épuration de Nice-Haliotis. La limitation à 3 000 tonnes par an est donc respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'utilise pas et ne produit pas de substance PFAS.</p> <p>Les substances PFAS susceptibles d'être présentes sont celles présentes initialement dans les matériaux qui sont traités dans l'installation.</p> <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite sa liste de substances PFAS.</p> <p>Afin d'établir une liste précise des substances PFAS dans l'établissement, l'exploitant a commencé par prendre l'ensemble des PFAS susceptibles d'être présents (les 28). La liste actuelle des substances PFAS dans l'établissement est donc globale et majorante, en attendant d'être adaptée suite aux premières analyses.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Réalisation des campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a pu présenter, le jour de la visite, l'ensemble des campagnes d'analyse qui ont été réalisées sur les deux points de rejets aqueux de son établissement.</p> <p>Pour le point "poste de relevage", les 3 analyses ont été réalisées en février, mars et avril 2024</p> <p>Pour le point "pluvial ruissellement", les 3 analyses ont été réalisées en février, avril et septembre 2024. L'exploitant a également pu présenter une attestation de non prélèvement pour les mois de mars, mai, juin, juillet et août 2024, du fait de la non présence d'eau dans la lagune.</p> <p>L'ensemble des substances PFAS et AOF ont bien été analysées à chaque fois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des prélèvements ont été réalisés par les laboratoires CERECO. Les analyses des substances PFAS et AOF ont été sous traitées au laboratoire AGROLAB. L'inspection a pu vérifier lors de la visite la validité des accréditations COFRAC de CERECO (pour le prélèvement) et de AGROLAB (pour les analyses).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 3 campagnes d'analyses pour le point de rejet "poste de relevage" sont renseignées sur GIDAF (février / mars / avril 2024).</p> <p>Pour le point de rejet "pluvial ruissellement", seules 2 campagnes sont renseignées sur GIDAF (février et avril 2024), et 1 justificatif de non prélèvement en mars 2024. Il manque les justificatifs</p>

de non prélèvement des mois de mai à août 2024, ainsi que les résultats de l'analyse de septembre 2024 sur ce point de rejet. Concernant les rapports présents sur GIDAF, l'ensemble des attendus sont présents (accréditation, méthodologie, résultats, etc.).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit pour le point de rejet "pluvial ruissellement, sous un délai de 15 jours, mettre sur GIDAF les résultats des analyses de septembre 2024 ainsi que les justificatifs de non prélèvement des mois de mai à août 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article Article 1.5.1 de l'annexe
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, en application des dispositions de l'article R512-33 du code de l'environnement.
Constats : Ayant pris connaissance du contexte actuel du site (mise à l'arrêt suite au rapport d'expertise des charpentes), l'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer l'ensemble des décisions qui seront prises prochainement sur l'avenir des installations, ainsi que de lui communiquer quand la zone de maturation aura été entièrement vidée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de 2 mois <u>ou dès qu'une solution a été retenue</u> , porter à la connaissance de l'administration le bilan de l'ensemble des éléments à sa connaissance concernant l'avenir du site de Mondragon : comparatif des solutions étudiées, solution retenue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Zone de dépotage du sulfate d'ammonium



Zone dépotage